cette encelente par un Premier Ministre, a été pour nous, en même temps qu'une parole d'encouragement, une parole de force qui a grandement contribué au succès d'une cause que nous appelons la nôtre, parce que nous nous sommes identifiés avec elle, mais qu'on peut aussi appeler la vôtre, par l'intérêt que vous lui avez porté.

Aujourd'hui, Monsieur le Premier, nous vous demandons de faire le dernier pas pour régler la question d'une façon complète et finale, et, si je ne me trompe, la solution de l'important problème qui vous est proposé, dépend de la réponse, qu'il convient de donner à cette double proposition: "la prohibition des boissons enivrantes est-elle, pour ce pays, un régime économique qui lui soit convenable, et l'établissement de ce régime est-il possible?"

En effet, vous l'avez dit, il n'y a pas bien longtemps, Monsieur le Premier, que la loi des licences n'était pas une mesure fiscale, dont l'objet principal était de produire un revenu pour l'Etat, mais qu'elle était une mesure d'ordre public, en même temps que de protection des individus, et que du moment qu'il serait démontré que le commerce des boissons fortes était nuisible, et que, dans les meilleurs intérêts des habitants de cette province, sa disparition était désirable, la question du revenu qu'apporte ce commerce, au Trésor, ne devrait pas peser dans la balance, pour militer en sa faveur.

Cette démonstration, elle est faite, aujourd'hui, hors de tout doute, par tout ce que le monde compte d'hommes éminents, soit dans les rangs du clergé avec ses évêques en tête, dont le dévouement est acquis pour toutes les bonnes causes, et aux yeux duquel l'usage des boissons enivrantes et les abus qu'il entraîne, est, sans négliger les autres aspects, une question morale, mais aussi, dans les rangs des laïques, hommes d'état, savants, économistes, journalistes et moralistes pour lesquels la question, sans mettre de côté l'aspect moral, est une question d'ordre économique et social.

Aussi, dans tous les pays civilisés de l'univers il existe un mouvement considérable pour interdire ce commerce et, dans tous les cas, pour le restreindre dans des limites de plus en plus restrictives.

Tout d'abord, que la prohibition de la vente des liqueurs fortes soit un régime économique convenable pour tous les pays, l'expérience en a été faite. Laisant de côté les nombreuses mesures que l'état de guerre a suscitées, afin de protéger les armées ainsi que la population civile contre les désordres causés par ce commerce, pour nous en tenir, à ce qui se passe de ce côté-ci de l'Atlantique, nous voyons que vingt-quatre états, sur les quarante-huit qui composent l'Union américaine, ont adopté la prohibition totale.